



10ème vague de l'observatoire des commerces Médicis Ifop

Les petits commerçants en péril dans l'indifférence des pouvoirs publics

- **Près d'un commerçant sur deux a constaté une baisse de fréquentation de son commerce**
- **72% des commerçants considèrent que le système de charges sociales actuel met en péril leur activité**
- **85% ne sont pas satisfaits de la politique du gouvernement Hollande**
- **Et 88% se sentent abonnés par les pouvoirs publics**

Paris le 6 décembre 2012 - Médicis, la mutuelle retraite des professionnels indépendants, annonce les résultats de la 10ème vague de l'observatoire des commerces réalisé par l'Ifop. Cette nouvelle édition dresse le bilan économique des petits commerçants, leur perception de la politique globale du nouveau gouvernement et leurs attentes, puis, en parallèle, fait le point sur le comportement des Français vis à vis des commerces de proximité.

Depuis l'entrée dans la crise économique à l'automne 2008, jamais les commerçants n'ont fait état d'une situation aussi alarmante

Comparativement à 2011, **on observe une chute importante du niveau de satisfaction des commerçants à l'égard de l'activité économique de leur entreprise**. Ils ne sont plus que 58% à être satisfaits soit une chute de 6 points. **Ce taux est le plus bas constaté depuis l'entrée dans la crise économique et financière, à l'automne 2008 (58% également)**. Depuis le mois de janvier, **49% des commerçants constatent que les clients fréquentent moins leur magasin (+6 points)**. Ce phénomène touche particulièrement les agences immobilières (58%) et les commerces de l'agglomération parisienne (59%). **43% des interviewés déclarent avoir ressenti une baisse de chiffre d'affaires depuis le mois de janvier**. Pour la première fois depuis 2008, les interviewés constatant une baisse de leur résultat sont plus nombreux que ceux relatant une stabilité des chiffres (42%).

Enfin, la majorité des commerçants (51%) manifestent leur désarroi à travers un registre sémantique négatif : découragé, morose, fatigué, inquiet, pessimiste, déçu ou encore résigné.

Charges Sociales : une menace pour les commerçants

L'Observatoire des commerces met clairement en évidence, depuis plusieurs vagues d'enquête, que le montant des charges sociales constitue l'une des principales menaces pesant sur leur activité. **En**

matière de fiscalité, un commerçant sur deux s'estime injustement mis à contribution et considère qu'il participe davantage que les autres professions à l'effort fiscal en France.

Le système de charges sociales auquel sont soumis les commerçants est très largement critiqué. Il est **contraignant** aux yeux d'une grande majorité de personnes interrogées (85%, dont 47% « tout à fait »). Il apparaît souvent **peu compréhensible** (67%). **Il mettrait même en péril de nombreux commerces** : il est perçu comme menaçant pour la survie de l'entreprise (72%) et rares sont ceux dont l'entreprise arrive à le supporter (33%).

Dans le cas d'une hausse des charges sociales, **les principales variables d'ajustement seraient le salaire et le temps de travail du commerçant** : 83% estiment qu'ils seraient contraints de réduire leur rémunération et 82%, faute de moyens, ne recruteraient pas malgré des besoins de main d'œuvre. Pour ne pas répercuter ces hausses sur les prix proposés aux consommateurs, 71% des commerçants réduiraient leurs marges. Certains commerçants pourraient envisager des solutions plus radicales : **deux tiers envisageraient de licencier des salariés (64%) et un commerçant sur deux serait prêt à arrêter son activité (53%)**.

Les orientations économiques qui ont été prises par le Gouvernement ne conviennent pas aux commerçants

- **Les commerçants se sentent laissés pour compte** : 88% considèrent que les pouvoirs publics ne sont pas à l'écoute de leurs préoccupations professionnelles.
- **Le jugement à l'égard du nouveau gouvernement est très critique** : au global, **seuls 15% des commerçants se disent satisfaits de la politique générale de François Hollande**. 80% désapprouvent sa politique sociale, 87% ne sont pas satisfaits de sa politique économique. Mesurés à deux reprises durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy, ces indicateurs, déjà faibles auparavant, atteignent des **niveaux autrement plus bas lors de cette nouvelle vague** (entre 18 et 29 points d'écart), la nouvelle majorité répondant vraisemblablement encore moins aux attentes des commerçants.
- La plus forte opposition de la part de la population interrogée s'exprime à l'encontre de deux mesures qui ont beaucoup alimenté les médias récemment : **l'augmentation de la taxation sur les plus-values réalisées sur les cessions d'entreprises**, principal cheval de bataille des «Pigeons» (78% des commerçants estiment qu'il s'agit d'une mauvaise chose) et **la suppression des exonérations de cotisations sociales pour les heures supplémentaires (76%)**. Impactant directement leur rémunération personnelle, la suppression de l'abattement fiscal pour les frais professionnels ne recueille l'assentiment que de très peu de commerçants (31%).
- **Les trois quarts (73%) des commerçants interrogés rejettent l'idée d'un rétablissement du taux initial de 19,6% de TVA dans la restauration**. Néanmoins, tous ne condamnent pas le projet de réévaluation et une moitié (47%) concède qu'un taux intermédiaire de 10% à 12% pourrait être envisagé.

Volet Grand Public : la tendance à la baisse de la consommation en cette fin d'année n'aidera pas les petits commerçants

Jamais depuis le lancement de cet Observatoire en 2008, **les Français ne se sont montrés aussi préoccupés par l'économie du pays, par leur pouvoir d'achat et l'avenir des commerces** :

93% des personnes interrogées (+5 points depuis février 2012) se disent inquiètes pour l'économie française, 46% (+9 points en 6 mois) se déclarent même « très inquiètes » à ce sujet.

Bien que la plupart des Français n'a pas modifié ses habitudes de fréquentation des petits commerces depuis le début de l'année (70%, -5 points), près d'un tiers des Français (30%, +5 points en six mois) indique toutefois avoir dû changer ses comportements. Depuis 2008, jamais un tel niveau de bouleversement des comportements des Français n'a été mesuré. 9% fréquentent plus les petits commerces, mais la plupart (21%, +4 points) les fréquentent moins.

En ce qui concerne la consommation liée aux fêtes de fin d'année, l'heure semble également à la restriction puisque **près d'un Français sur deux assure avoir l'intention de consommer moins que l'an passé** (47%, soit +8 points par rapport à octobre 2010). A ce propos, la France est à nouveau divisée en deux puisqu'une autre moitié de la population dépensera autant que l'an dernier (51%), tandis que seuls 2% consommeront plus. La décision de se restreindre concerne avant tout les foyers les plus modestes, ouvriers (62%), employés (55%) et bas revenus (54%).

« Nous assistons à une double rupture, commente Michel CLERC, Directeur Général de MEDICIS. Rupture conjoncturelle tout d'abord. La profondeur de la crise dans laquelle la France est en train de s'enfoncer est de nature à inquiéter très fortement la population des patrons indépendants, qui ont toujours fait preuve de sang-froid et de pondération dans leurs ressentis. Parallèlement, c'est aussi à une rupture politique à laquelle nous assistons. Avec 88% des commerçants qui pensent que les pouvoirs publics ne les entendent pas, ne les voient pas, le sentiment d'indifférence est à son comble. Je ne sais pas s'il existe par ailleurs en France d'autres populations professionnelles qui se sentent aujourd'hui autant délaissées», commente Michel Clerc, directeur général de Médicis.

Méthodologie de l'enquête :

1) L'étude a été réalisée du 6 au 14 novembre 2012, auprès d'un échantillon représentatif de 802 commerçants, représentatif de l'ensemble des secteurs d'activité. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (taille et secteur d'activité) après stratification par région. Les interviews ont eu lieu par téléphone sur le lieu de travail des personnes interrogées.

2) Pour le grand public, l'enquête a eu lieu du 6 au 8 novembre 2012, auprès d'un échantillon de 1008 personnes représentatives de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI – Computer Assisted Web Interviewing).

A propos de Médicis :

Avec 167 000 adhérents commerçants, artisans et chefs d'entreprise indépendants, Médicis est la première structure représentative du commerce indépendant, dans le domaine de la retraite. Gérée elle-même par un Conseil d'administration composé exclusivement de travailleurs indépendants, elle est le reflet de leurs aspirations et problématiques et souhaite à ce titre faire entendre leur voix.

Mutuelle de retraite, Médicis (ex Organic complémentaire) se consacre depuis plus de 30 ans à proposer une épargne retraite performante aux indépendants afin de compléter leur régime obligatoire de retraite.www.mutuelle-medicis.com.

Contacts presse

RUMEUR PUBLIQUE medicis@rumeurpublique.fr Stéphanie Muthélet : 01 55 74 52 28 Pauline Florentin : 01 55 74 52 10 Elodie Bailly : 01 55 74 52 32	Médicis Isabelle Augaudy Directeur de la relation client, du développement et du marketing iaugaudy@mutuelle-medicis.com
---	--